

## ÉCONOMIE DE GUERRE

# Le partage des marchés afghan et irakien



Bien que l'administration Bush tente de maintenir le plus grand secret sur les contrats de reconstruction alloués aux entreprises états-uniennes en Afghanistan et en Irak, les plus importants ont été identifiés. Huit compagnies, dont les dirigeants sont liés au clan Bush ou se sont politiquement impliqués dans le déclenchement de ces guerres, ont chacune bénéficié de contrats publics de plus de 500 millions de dollars. La part du lion revient à Halliburton/KRB, la société du vice-président Dick Cheney.

page 2

## 9/11 : les investigations officielles soumises à la censure

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Richard V. Allen, tente de rassurer les familles des victimes du 11 septembre 2001 à propos des investigations en cours. En effet, la seule commission habilitée à enquêter est entrée en conflit avec la Maison-Blanche qui refusait de lui fournir certains documents, notamment les notes de la CIA. En définitive, un accord autorise la présidence à les censurer partiellement.

page 5

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

- Ariel Sharon n'est plus pressé de rencontrer son homologue palestinien
- Israël veut ériger l'Iran en menace mondiale
- L'Arabie saoudite dément tout contact avec les « terroristes »

- L'Iran et la Chine dénoncent la politisation de l'Agence internationale à l'énergie atomique

- La Syrie dénonce les volontés hégémoniques états-uniennes

- Les pays arabes disposent désormais d'un quart des réserves mondiales en gaz naturel

page 12

## TRIBUNE DE JEAN ZIEGLER

# La faim en Palestine : dire la vérité



L'État d'Israël a mis en cause l'impartialité du rapporteur spécial de l'ONU, Jean Ziegler, pour empêcher la présentation de son rapport sur la situation alimentaire dans les Territoires palestiniens occupés. Le professeur genevois répond dans nos colonnes à ses détracteurs. En définitive, son rapport a été présenté le 11 novembre, devant la Troisième commission de l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

page 17

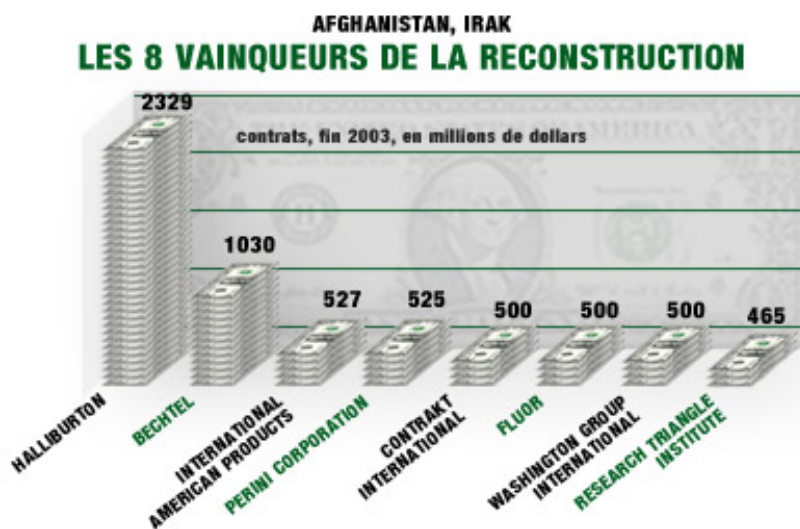
LE FIL DIPLOMATIQUE ■ Communiqué de l'UNESCO

page 20

## Économie de guerre

# Le partage des marchés afghan et irakien

Bien que l'administration Bush tente de maintenir le plus grand secret sur les contrats de reconstruction alloués aux entreprises états-uniennes en Afghanistan et en Irak, les plus importants ont été identifiés. Huit compagnies, dont les dirigeants sont liés au clan Bush ou se sont politiquement impliqués dans le déclenchement de ces guerres, ont chacune bénéficié de contrats publics de plus de 500 millions de dollars. La part du lion revient à Halliburton/KRB, la société du vice-président Dick Cheney.



source: The Center for Public Integrity - infographie : Réseau Voltaire

L'administration Bush tente de maintenir le plus grand secret sur les contrats mirobolants signés avec des sociétés privées pour la reconstruction de l'Afghanistan et de l'Irak. Néanmoins, à l'issue de six mois d'enquête et plusieurs procédures judiciaires pour obtenir des pièces officielles, le [Center for Public Integrity](#) a réussi à reconstituer l'essentiel de ces marchés.

À ce jour, leur montant global serait de 8 milliards de dollars au minimum, répartis entre 70 compagnies états-uniennes. Cependant de nombreux contrats sont de type ID/IQ (Indefinite Delivery/Indefinite Quantity) : ce sont des " marchés à commande " par lesquels l'Autorité provisoire de la Coalition

détermine ses fournisseurs exclusifs sans préciser à l'avance les quantités dont elle aura besoin, ni les dates de livraison. Le montant des marchés sera donc, au final, plus important.

Pour le moment, 8 firmes ont obtenu des contrats supérieurs à 500 millions de dollars :

► **KRB/Halliburton**

Premier équipementier mondial d'installations pétrolières, Halliburton a diversifié ses activités. La compagnie a notamment créé une filiale, Kellogg Root & Brown (KRB), pour assurer sa sécurité. KRB est devenue l'une des principales armées privées au monde et aujourd'hui, indépendamment de la reconstruction de l'Afghanistan et de l'Irak, Halliburton est devenue le 18e fournisseur du Pentagone.

Halliburton/KRB était dirigée, jusqu'à son accession à la vice-présidence des Etats-Unis par Dick Cheney. Bien qu'il n'y exerce plus aucune fonction, celui-ci continuera à en percevoir 165 000 \$ par an jusqu'en 2005.

Halliburton a signé un contrat de 316 millions de dollars pour la logistique des troupes en Afghanistan et la reconstruction de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, ainsi qu'un contrat de 2 milliards de dollars pour la remise en état des champs pétroliers irakiens. Indépendamment, Halliburton a construit les extensions pénitentiaires du camp de Guantanamo.

► **Bechtel Group Inc.**

Première entreprise américaine de Bâtiments et travaux publics (BTP), Bechtel est aussi liée au commerce des armes. À ce titre, elle fut l'une des 24 compagnies états-uniennes à approvisionner en armement l'Irak de Saddam Hussein pendant sa guerre contre l'Iran.

Bechtel est notamment administrée par Caspar Weinberger (ancien secrétaire à la Défense), George Schultz (ancien secrétaire d'État), W. Kenneth Davis (ancien président de la Commission à l'énergie atomique). Elle a employé comme consultant feu Richard Helms (ancien directeur de la CIA).

La nièce de Richard Helms représentait l'émirat des Talibans aux États-Unis, tandis que George Schultz présidait le Conseil d'orientation du Comité pour la libération de l'Irak. Bechtel a signé des contrats de reconstruction d'infrastructures (ports, aéroports, routes, hôpitaux, écoles, etc.) en Irak pour 1 milliard de dollars.

► **International American Products**

IAP WorldWide Services est spécialisée dans l'acheminement de fournitures n'importe où dans le monde, notamment l'aide en situation de catastrophe. La composition exacte de la société n'est pas connue, mais elle est qualifiée par le Pentagone de " société détenue par des vétérans ". IAP a signé un contrat de remise en état des centrales électriques en Afghanistan pour 18 millions de dollars, et du réseau électrique et ferroviaire en Irak pour 500 millions de dollars.

► **Perini Corporation**

Entreprise de Bâtiments et travaux publics (BTP), Perini est aussi le principal constructeur d'hôtels et de casinos aux États-Unis.

L'actionnaire de référence de Perini Corporation, Richard Blum, est l'époux de

sénatrice démocrate de Californie, Dianne Feinstein. Celle-ci s'était prononcée en 2002 contre l'attaque de l'Irak avant de faire brutalement volte-face, en février 2003 à l'occasion du discours de Powell à l'ONU. Elle avait alors plaidé pour la guerre.

Quelques jours après le revirement politique de Dianne Feinstein, la compagnie de son mari a signé un contrat d'installation des forces US en Afghanistan pour une somme variant entre 0,5 et 500 millions de dollars. Et un contrat identique pour l'Irak.

► **Contract International Inc.**

Société de Bâtiments et travaux publics et de Défense, Contract International Inc. est majoritairement détenue par le magnat égyptien Naguib Sawiris. La société a signé un contrat variant entre 5 et 500 millions de dollars pour la construction d'infrastructures militaires en Afghanistan.

► **Fluor Corp.**

Fluor est une compagnie d'ingénierie.

Son directeur Philip J. Carroll Jr (qui fut aussi pendant 37 ans le patron de Shell aux États-Unis) vient de démissionner pour devenir le responsable de l'exploitation du pétrole irakien au sein de l'Autorité de la Coalition. Le nouveau vice-président de la firme, Kenneth J. Oscar, était assistant secrétaire à la Défense en charge de l'Army, jusqu'en avril 2002. Enfin, l'amiral Bobby R. Inman (ancien n°1 de la NSA et n°2 de la CIA) en est administrateur.

Fluor a signé un contrat d'installation de l'US Central Command en Afghanistan pour un montant variant entre 0,5 et 500 millions de dollars et un contrat identique pour l'Irak.

► **Washington Group International**

WGI est une firme d'ingénierie civile et militaire. Elle a notamment racheté des ateliers du fabricant d'armement Raytheon.

La compagnie est administrée par l'amiral William Flanagan, ancien commandant en chef de l'Atlantique.

Comme Perini et Fluor, WGI a signé un contrat d'installation de l'US Central Command en Afghanistan pour un montant variant entre 0,5 et 500 millions de dollars et un contrat identique pour l'Irak.

► **Research Triangle Institute**

RTI n'est pas une société commerciale, mais une association à but non lucratif. Elle emploie de nombreux universitaires et fournit des expertises aux agences gouvernementales et aux organismes internationaux.

RTI est présidé par Victoria Franchetti Haynes, ancienne conseillère des principaux laboratoires de l'US Army. Son vice-président, Aaron S. Williams, était jusqu'en janvier dernier l'un des principaux dirigeants de l'USAID, l'agence gouvernementale chargée d'organiser les appels d'offres pour l'Afghanistan et l'Irak. Son chef de cabinet, Lon E. Maggart, ancien commandant général de Fort Knox, a servi dans l'état-major de Tempête du désert. Enfin, l'un des administrateurs, Gordon R. Sullivan, est le président de la principale association d'anciens de l'US Army.

RTI a signé un contrat de conseil à la réorganisation des administrations locales en Irak pour un montant de près de 500 millions de dollars.

# 9/11 : les investigations officielles soumises à la censure

## Analyse

Reuel Marc Gerecht, qui conseilla George W. Bush à propos de l'Irak pendant sa campagne électorale, dénonce dans le *New York Times* le sabotage de la démocratisation de l'Irak. En effet, la Maison-Blanche a désormais clairement décidé de stabiliser le pays en y installant un régime autoritaire, soutenu par des forces armées autochtones, abandonnant ainsi ses promesses lyriques d'avant-guerre. Cette volte-face ne manquera pas de provoquer à terme un soulèvement des chiïtes irakiens et de consolider le pouvoir des mollahs en Iran, alors précisément que les stratèges de la Maison-Blanche avaient planifié de les déstabiliser.

L'ancien conseiller spécial de Bill Clinton, Sidney Blumenthal, analyse dans le *Guardian* les relations Blair-Bush. Il relève que le Premier ministre britannique s'était beaucoup investi dans la question proche-orientale et espérait influencer la politique US à ce sujet. Or, ses efforts ont été réduits à néant par Elliot Abrams, un fondamentaliste juif qui siège au Conseil national de sécurité et qui s'est efforcé de saboter les Accords d'Oslo et la Feuille de route.

L'ancien conseiller national de sécurité, Richard V. Allen, tente de rassurer les familles des victimes des attentats du 11 septembre 2001 à propos des investigations en cours sur ces événements. En effet, contrairement à un préjugé répandu, la version de l'administration Bush selon laquelle ces attaques ont été perpétrées par des islamistes n'est corroborée par aucune enquête indépendante, ni aucune décision de justice. Or, la seule commission habilitée à enquêter sur ces faits est entrée en conflit avec la Maison-Blanche qui refusait

de lui transmettre certains documents, notamment les notes quotidiennes adressées par la CIA au président. En définitive, un accord est intervenu qui autorise la présidence à censurer partiellement ces documents avant transmission aux enquêteurs. Cette procédure a été vivement critiquée par les familles de victimes, qui, depuis la publication de *L'Effroyable imposture* et de nombreux ouvrages qui lui ont fait suite, soupçonnent l'administration Bush de cacher la vérité. Dans le *New York Times*, Richard V. Allen tente de relativiser tout cela : les notes quotidiennes de la CIA, pour l'établissement desquelles travaillent des dizaines de milliers de fonctionnaires, ne seraient finalement d'aucun intérêt et cette censure serait donc sans importance. Mais alors, si ces notes sont sans intérêt, pourquoi les censurer ?

Koïchiro Matsuura, directeur général de l'Unesco, se félicite dans l'*International Herald Tribune* du travail accompli pour la restauration du site d'Angkor. Grâce aux efforts notamment du Japon et de la France, le Cambodge a pu renouer avec son passé au-delà d'une dictature qui a coûté la vie au cinquième de sa population.

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la Convention européenne, et ses deux anciens vice-présidents, Giuliano d'Amato et Jean-Luc Dehaene, publient simultanément dans une quinzaine de quotidiens européens la première de leurs épîtres pour défendre leur projet de Traité constitutionnel. Les trois « sages », qui n'hésitent pas à se comparer aux rédacteurs de la Constitution américaine, entendent éclairer leurs concitoyens grâce à une longue série d'articles à venir. Pour l'heure, ils espèrent enthousiasmer les foules en expliquant le règle de vote au sein du Conseil européen. Leur démonstration n'est accessible qu'aux lecteurs connaissant par cœur l'importance de la population de chaque État membre et munis d'une calculatrice. Il n'est donc pas gagné d'avance qu'elle emporte la conviction.

Enfin dans *Le Figaro*, le ministre français du Commerce extérieur, François Loos, défend l'idée d'une mondialisation maîtrisée alors que le Forum social européen, réunissant les mouvements altermondialistes, se réunit en région parisienne. On observera avec étonnement la convergence des discours entre partisans et adversaires du système. Le Forum social européen est d'ailleurs largement subventionné, directement ou indirectement, par le gouvernement Raffarin dont il dénonce la politique néo-libérale.

## Reuel Marc Gerecht

Reuel Marc Gerecht est un ancien officier de la CIA. Il a publié divers ouvrages contre les ayatollahs iraniens sous le pseudonyme d'Edward Shirley. Il est membre de l'American Enterprise Institute et du Project for a new American Century.

### « Le sabotage de la démocratie »

Source : New York Times

Référence : The Sabotage of Democracy

La conférence hâtive à la **Maison-Blanche** avec L. Paul Bremer révèle clairement que l'administration Bush sait que son programme en Irak est en train d'échouer : l'« irakisation » des forces de sécurité ne diminue pas le nombre d'attaques contre la coalition, le Conseil de gouvernement irakien n'avance pas dans la rédaction de la constitution et un nouveau rapport démontre que les Irakiens sont de plus en plus hostiles à la présence américaine. C'est pour cela que l'administration Bush veut transformer le Conseil de gouvernement en vrai gouvernement provisoire autonome, point de départ d'une nouvelle stratégie de départ qui n'est pas subordonnée à l'instauration de la démocratie.

Alors qu'il avait d'abord été question de reconstruire politiquement le pays avant de reformer l'armée, on a désormais décidé de reformer une armée sans tenir compte du poids qu'elle a traditionnellement sur les instances politiques du pays. Pire, l'administration Bush et l'**Autorité provisoire de la Coalition en Irak** estiment que la participation démocratique des Irakiens à la rédaction de la constitution serait contre-productive et ils l'ont confiée à un petit comité non-élu. Pourtant, si Washington ne soutient pas la formation rapide d'une assemblée constituante élue ses efforts contre terroristes et contre insurrectionnels ont peu de chances de fonctionner.

L'Ayatollah Sistani, la personne la plus respectée d'Irak, a rejeté toute constitution qui ne serait pas rédigée par un corps élu. Pour faire face à cette exigence, il est aujourd'hui question de former une assemblée hybride dont la moitié des membres serait élue par les collectivités locales et les tribus et l'autre nommée. Cela ne ferait qu'amplifier les troubles dans l'assemblée où les membres élus seraient bien plus légitimes que ceux nommés. En outre, une telle solution fâcherait le grand Ayatollah, grâce auquel les chiites ne se sont pas encore soulevés. Si nous ne démocratisons pas l'Irak, nous serons vus comme des occupants.

## Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne.

### « Bush et Blair - la trahison »

Source : The Guardian

Référence : Bush and Blair - the betrayal

Tony Blair, sur le point de recevoir George W. Bush à Londres, joue le rôle du tuteur du président états-unien. C'est en effet le Premier ministre qui a conseillé à Bush d'utiliser les armes de destruction massive comme *casus belli* pour justifier sa guerre en Irak face à l'ONU, puis qui lui a conseillé, après l'échec des négociations pour convaincre l'ONU, de relancer le processus de paix israélo-palestinien pour accroître la crédibilité de la coalition. Toutefois, cette dernière initiative a été minée à l'intérieur de l'administration Bush.

D'après Flynt Leverett, ancien analyste à la CIA, ancien directeur du **National Security Council** pour le Proche-Orient et rédacteur de la « Feuille de route », ce plan a été rédigé bien avant d'être rendu public par l'administration Bush à la fin de l'année 2002 et il répondait à des engagements pris auprès des États arabes et européens mais il a été abandonné pour ne pas mettre Ariel Sharon en difficulté. Le principal responsable de cet abandon est Elliot Abrams, responsable des questions moyen-orientales au **National Security Council**, ancien inculpé dans l'Irangate et pourfendeur des accords d'Oslo, même s'il n'est pas parvenu à empêcher Blair de convaincre Bush de rendre public la Feuille de route.

La clé du succès du plan consistait à soutenir Mahmoud Abbas et à pousser Sharon à faire des concessions sur les colonies. Le Premier ministre palestinien envoya un émissaire à la **Maison-Blanche** qui fut reçu par Elliot Abrams qui refusa de l'aider. Dans le même temps, il parvenait à renvoyer du NSC les partisans du texte.

Blair a aidé Bush sur l'Irak, mais n'a rien obtenu en retour.

## Richard V. Allen



Richard V. Allen a été conseiller de sécurité national du président Reagan (1980-1982). Il est membre de la Hoover Institution.

### « Une chose intelligente à faire »

Source : New York Times

Référence : An Intelligent Thing to Do

Après plusieurs mois de refus, l'administration Bush a enfin accepté que la commission d'enquête sur le 11 septembre ait accès aux rapports de renseignement que le président recevait tous les matins dans les mois avant les attaques. L'accord entre l'administration Bush et la commission prévoit que certains de ses membres ont le droit de lire des extraits des rapports. Le **Maison-Blanche** a le droit de masquer les sujets n'ayant pas de liens avec le travail de la commission. Certains membres de la commission ont critiqué l'accord et certaines familles de victimes ont demandé à ce que ses termes soient rendus publics. Ce débat est trompeur et occulte le fait que la Maison-Blanche a



coopéré avec la commission et que ces rapports ne sont pas aussi secrets que la plupart des gens le croient.

L'essentiel de ce qu'on y trouve fait la « Une » de l'actualité dès le lendemain. Le document est préparé la nuit par la CIA et il est souvent amendé par le **National Security Council**. Il contient des rapports de différentes sources, des cartes, des photos satellites et des fragments de communications interceptées. Ces rapports comportent rarement des prévisions, beaucoup les trouvent anodins et leur prêtent peu d'attention.

Les membres de la commission, y seront sans doute plus attentifs, mais nous ne devons pas nous attendre à y trouver des révélations saisissantes. Cela permettra en revanche d'accroître leur compréhension de ce que le gouvernement savait de la menace terroriste.

## Koïchiro Matsuura



Koïchiro Matsuura est directeur général de l'UNESCO.

### « Soigner l'âme d'une nation avec ses trésors »

Source : International Herald Tribune

Référence : Healing a nation's soul with its treasures

Depuis dix ans, l'**UNESCO** a mené un effort international pour sauver les monuments khmers du Cambodge des ravages du temps, de la guerre génocidaire, des pillages et d'une longue négligence. Ce que nous avons appris durant cette période peut nous servir de modèle pour la réhabilitation de sites anciens après des conflits, comme en Afghanistan et en Irak.

La réhabilitation du site d'Angkor a été décidée lors de la conférence de Tokyo en 1993 qui estima qu'elle était d'une importance emblématique pour la reconstruction du Cambodge après la guerre qui avait entraîné la mort du cinquième de la population. Depuis, le site a été déminé par des experts. Avec l'aide notable du Japon, 660 étudiants cambodgiens ont été formés à l'archéologie pour sauvegarder l'héritage culturel de leur nation. Beaucoup d'objets ont été récupérés dans les collections privées occidentales (même si beaucoup d'autres sont irrémédiablement perdus) et la France a aidé à former une police chargée de lutter contre les pillages, même s'il ne lui est pas facile de surveiller une zone de 400 kilomètres carrés.

Animé par la France et le Japon, le Comité de coordination international a réalisé plus de 100 projets de restauration en coopération avec le gouvernement cambodgien. Avec l'aide des donateurs, le Cambodge a constitué une agence spécialisée dans la conservation du site. Le tourisme joue un grand rôle dans le développement d'Angkor puisque l'année dernière plus de 300 000 touristes l'ont visité. La conférence de Paris d'aujourd'hui aura pour objectif d'assurer le développement d'Angkor sans nuire au système local et en impliquant la population.

## Giuliano Amato, Jean-Luc Dehaene, Valéry Giscard d'Estaing



Giuliano Amato, ancien président du conseil italien (1992-1993 et 2000-2001), est sénateur italien et était vice président de la Convention européenne.



Jean-Luc Dehaene, ancien premier ministre belge (1992-1999), était vice président de la Convention européenne.



Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République française (1974-1981), était président de la Convention européenne.

### « L'Europe demain : la fausse querelle des "petits" et des "grands" »

Source : Le Monde

Référence : L'Europe demain : la fausse querelle des « petits » et des « grands »

Cette tribune est la première d'une série de « *papiers de la Convention européenne* » rédigés par les trois auteurs pour préciser les intentions de la Convention européenne lors de la rédaction de son projet.

Les travaux de la **Convention européenne** ont souvent été présentés au public comme une opposition entre les États les plus peuplés et les moins peuplés d'Europe. Voilà qui a accrédité l'idée d'une manœuvre des quatre pays les plus peuplés (Allemagne, France Italie et Royaume-Uni), éventuellement avec l'aide de l'Espagne et de la Pologne, pour soumettre les « petits » pays.

L'Union européenne rassemble des États de tailles très diverses. Cette dispersion de population est beaucoup plus importante qu'aux États-Unis, et il s'agit d'une difficulté à prendre en compte. Toutefois la querelle entre grands et petits États n'est apparue que dernièrement alors que le Luxembourg est un membre fondateur de l'Union européenne. En réalité l'émergence de cette question montre que les nouveaux pays membres peinent à admettre que la participation à la construction européenne exige un compromis entre les exigences strictement nationales et les règles de fonctionnement de l'Europe.

Il faut remarquer que, curieusement, les conventionnels issus des pays les moins peuplés n'ont pas cherché à limiter les compétences de l'Union alors que cela aurait pu permettre de freiner les pressions des grands États qu'ils risquent de subir. La prise de décision dans les domaines de compétences de l'Union passe par une adoption par le **Parlement européen** et par le Conseil européen des proposition de la **Commission européenne**. Au Parlement, chaque pays dispose d'un nombre d'élu proportionnel à sa population et au Conseil européen, où les gouvernements sont représentés, le nombre de voix est fonction de la taille du pays (dix voix pour les grands, cinq pour les moyens, deux pour les petits). Du fait de l'adhésion de beaucoup d'États petits et moyens, les quatre grands pays ne disposaient plus que de 56 % des voix alors qu'ils abritent 74 % de la population. Nous avons donc instauré le principe de double majorité exigeant que, pour qu'une loi soit adoptée à la majorité qualifiée, elle dispose de l'accord de la moitié des États membres représentant les trois cinquième de la population de l'Union. Cette règle est apparue aux conventionnels comme un moyen de respecter à la fois l'égalité entre États et entre citoyens, malgré les réserves de deux pays attaché au barème de Nice. Autre source d'inquiétude des petits pays, les accessions aux postes clés de l'Union européenne sont pourtant, historiquement, souvent confiés à des personnalités de pays moyens et le futur président du Conseil européen sera désigné en vertu de la règle de double majorité, ce qui exclu une nomination qui déplairait aux petits pays.

Opposer petits et grands est une analyse hâtive de l'Union européenne et au fil du temps ce sont d'autres groupements qui apparaîtront.

## François Loos



François Loos est ministre français délégué au Commerce extérieur.

## « Partager les fruits de la mondialisation »

Source : Le Figaro

Référence : Partager les fruits de la mondialisation

La construction européenne a garanti la paix et la prospérité. Le marché unique est une grande chance pour la France et démontre, malgré les efforts consentis, que la libéralisation des échanges est positive si elle est maîtrisée. Notre ambition est de faire valoir cette expérience dans les institutions internationales, notamment à l'OMC.

En Europe, la libéralisation, des échanges a entraîné de profondes restructurations dans la sidérurgie, l'aéronautique et le textile mais a permis de créer 2,5 millions d'emplois et 877 milliards d'euros en dix ans. C'est à partir de cette expérience que nous souhaitons aborder la mondialisation. Les pays qui sont parvenus à s'intégrer dans le mouvement d'ouverture des échanges sont ceux qui ont enregistré les meilleures performances de croissance. La France tire d'importants gains de la mondialisation et du marché unique, mais ils ne vont pas de soi. Ainsi, les pays africains ont vu leur croissance diminuer de 2 % après le cycle de l'Uruguay car l'ouverture aux échanges comporte des coûts qui peuvent s'avérer difficiles à gérer pour une économie relativement peu développée.

Une des priorités de la gouvernance mondiale doit être de trouver les conditions qui permettent à tous de profiter de l'ouverture des économies. Nous devons donc faire bénéficier les pays émergents d'exception graduelles à la libéralisation pour les laisser s'adapter aux nouvelles règles, encourager les pays développés à ouvrir totalement leurs frontières, obtenir l'abaissement des pics douaniers encore nombreux aux États-Unis et garantir des prix agricoles équitables.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.

## Ariel Sharon n'est plus pressé de rencontrer son homologue palestinien

Référence : « PM Sharon backtracks on meeting with Qureia », par Aluf Benn et Arnon Regular, *Ha'aretz*, 14 novembre 2003.

Après l'annonce d'une prochaine rencontre entre les Premiers ministres palestinien et israélien, Ahmed Qureih et Ariel Sharon, ce dernier a indiqué, jeudi 14 novembre 2003, qu'il n'était pas pressé de rencontrer son homologue palestinien, tant qu'un plan de travail n'a pas été défini. Ahmed Qureih a aussi indiqué qu'il était disposé à rencontrer Ariel Sharon, mais qu'une telle rencontre devait au préalable être bien préparée.

D'après des sources du cabinet d'Ariel Sharon citées par *Ha'aretz*, le Premier ministre va attendre son retour d'Italie, en milieu de semaine prochaine, pour mener des consultations afin de déterminer comment avancer dans le processus de négociation.

Ces sources ont ajouté que la volonté affichée de rencontrer rapidement Ahmed Qureih était antérieure au bras de fer avec le Président Yasser Arafat, dont celui-ci est sorti vainqueur en gardant le contrôle sur l'appareil de sécurité palestinien. Le gouvernement israélien a néanmoins renoncé à ignorer le gouvernement d'Ahmed Qureih, ce qui était initialement prévu si ce dernier ne disposait pas d'une autonomie suffisante par rapport à Yasser Arafat.

Le Conseil de Sécurité Nationale, présidé par le président palestinien, doit proposer un plan de stratégie globale pour la sécurité de l'Autorité palestinienne, lundi 17 novembre. Ce plan comprend une période de trois mois pendant laquelle les conditions de vie des Palestiniens devront être sensiblement améliorées. En échange, Ahmed Qureih a indiqué qu'il proposerait un cessez-le-feu à Israël, dès qu'il sera parvenu à un accord avec les factions militantes palestiniennes, notamment le Hamas et le Jihad islamique qu'il doit rencontrer la semaine prochaine à Gaza. Le Hamas affiche désormais des réticences sur ce sujet, que l'Égypte devrait tenter de vaincre.

Israël ne veut pas d'un cessez-le-feu, mais semble disposé à un arrêt temporaire des hostilités pendant quelques semaines, afin de permettre à l'Autorité palestinienne de commencer à démanteler les infrastructures terroristes.

Au niveau diplomatique, les États-Unis se montrent en retrait, puisque l'émissaire spécial pour le Proche-Orient, John Wolf, reste pour l'instant à Washington. L'émissaire onusien sur place a, quant à lui, proposé qu'Israël et l'Autorité palestinienne adoptent un plan d'action mutuelle, qui imposerait aux

Palestiniens d'empêcher les actions terroristes, tandis que les Israéliens commenceraient à évacuer les colonies de la bande de Gaza. Selon lui, si les deux pays ne mènent pas « *des démarches symboliques parallèles, le sort de Qureih sera le même que celui de Mahmoud Abbas* ».

## Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

## Israël veut ériger l'Iran en menace mondiale

Référence : « *Shalom to meet Baradei before Iran decision* », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 14 novembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, doit rencontrer le directeur de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), Mohammed el-Baradei, mercredi 19 novembre 2003, à Vienne, à la veille de la réunion du Bureau des gouverneurs de l'AIEA qui doit évoquer la question du programme nucléaire iranien.

Cette rencontre doit déterminer si l'accord signé entre l'Iran, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, qui prévoit la ratification du protocole additionnel du Traité de non-prolifération (TNP) et la suspension des activités d'enrichissement d'uranium, est acceptable, ou bien si l'Iran doit être considérée comme violant le TNP, et donc encourir des sanctions de la part du Conseil de sécurité de l'ONU.

Silvan Shalom doit présenter à el-Baradei les inquiétudes et les connaissances d'Israël dans ce dossier. D'après un communiqué qu'il a publié jeudi 13 novembre, « *Les efforts répétés de l'Iran pour obtenir des armes nucléaires ont été récemment démasqués. La combinaison de l'implication iranienne dans des activités terroristes, des appels à détruire Israël et des tentatives d'acquisition d'armes nucléaires, constitue une menace existentielle sur la paix mondiale. La communauté internationale dans son ensemble sera mobilisée pour faire cesser les dangers iraniens* ».

## Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

### L'Arabie saoudite dément tout contact avec les « terroristes »

Référence : « No Overtures to Terrorists », *Arab News*, 14 novembre 2003.

L'Arabie saoudite a démenti, jeudi 13 novembre 2003, avoir planifié une rencontre entre le prince héritier Abdullah et un groupe d'oulémas afin d'éviter de nouvelles attaques terroristes et d'ouvrir des canaux de dialogue avec les « terroristes ».

L'Agence de Presse Saoudienne a en effet cité une source officielle qui qualifiait d'« *infondées* » ces informations.

D'après cette source, le prince héritier a annoncé très clairement la détermination du gouvernement à lutter contre le terrorisme jusqu'à ce qu'il soit éliminé. Il a déclaré que les personnes recherchées pour leur lien avec les attaques terroristes et qui éprouveraient des remords pour leurs atrocités devraient « *se rendre sans conditions* » aux forces de sécurité.

## IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

### L'Iran et la Chine dénoncent la politisation de l'Agence internationale à l'énergie atomique

Référence : « Iran, China share close, common stance : Kharrazi », IRNA, 13 novembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères iranien en visite en Chine, Kamal Kharrazi, a déclaré, jeudi 13 novembre 2003, que l'Iran et la Chine partagent une vision proche, voire commune, sur plusieurs questions régionales et internationales. Au cours d'une réunion avec son homologue chinois, Li Zhaoxing, Kharrazi a ajouté que le développement des relations bilatérales est le fruit de la volonté des deux hommes et a appelé à la poursuite des consultations entre Téhéran et Pékin.

Évoquant la poursuite des activités nucléaires iraniennes, il a déclaré que la politique étrangère de l'Iran était fondée sur la construction de relations de confiance, notamment au sujet de son programme nucléaire pacifique et de la signature de la déclaration de Téhéran entre l'Iran et trois pays européens, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, qui encadre les activités nucléaires du pays.

D'après Kharrazi, la décision iranienne de suspendre les activités d'enrichissement de l'uranium visait ainsi à obtenir la confiance de la

communauté internationale : « *Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne se sont engagés à soutenir l'Iran dans ses programmes nucléaires pacifiques et à coopérer avec le pays dans différents domaines techniques, notamment celui de la technologie nucléaire* ». « *L'Iran et ces trois pays européens se sont mis d'accord pour établir une région libre de toute arme de destruction massive, telle que prévue dans la déclaration de Téhéran* », a-t-il poursuivi.

Il a ajouté que, par le passé, l'Iran n'avait pas fourni d'informations complètes sur ses activités nucléaires en raison des sanctions imposées par les pays occidentaux et des inquiétudes liées au transfert de ces technologies sensibles. Il a assuré que, désormais, la coopération de Téhéran avec l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) serait entièrement transparente. Il a cependant estimé que cette volonté de transparence ne devrait pas être utilisée contre l'Iran, et a mis en garde contre une politisation du Conseil des gouverneurs de l'AIEA : « *Les États-Unis saisissent toutes les opportunités pour promouvoir leur hégémonie globale* », a-t-il déclaré, avant d'appeler tous les pays à coopérer entre eux en vue de préserver « *la santé de la communauté internationale* ».

Le ministre chinois, Li Zhaoxing, a pour sa part souligné l'importance du renforcement des relations entre les deux pays, pour leur intérêt mutuel. Il a exprimé la satisfaction de la Chine devant la décision de l'Iran de coopérer avec l'AIEA, et a déclaré qu'elle devrait éviter de politiser ses prises de décision. Les deux ministres ont ensuite échangé leurs points de vue sur l'Irak. Dans ce dossier Kamal Kharazmi a déclaré que Téhéran avait respecté ses engagements, et que les États-Unis devraient se résoudre à un multilatéralisme.

## Syria Times



### La Syrie dénonce les volontés hégémoniques états-uniennes

Référence : « *Al-Hasan says Syria will not close doors of dialogue, threats not new* », *Syria Times*, 13 novembre 2003.

Le ministre de l'Information de la Syrie, Ahmad al-Hasan, a déclaré que la décision états-unienne de voter le *Syria Accountability Act*, constitue un nouveau phénomène dans les relations internationales, puisque le pouvoir législatif états-unien tente d'étendre sa sphère d'influence au-delà des États-Unis comme s'il pouvait se substituer aux Nations Unies.

Dans une interview au journal tunisien *al-Shorouq* parue mercredi 12 novembre 2003, al-Hasan a déclaré que les menaces prononcées à l'égard de la Syrie ne sont pas nouvelles, bien que leur ton soit récemment monté d'une manière inédite.

D'après lui, la Syrie ne ferme pas la porte au dialogue avec l'administration états-unienne, bien que des faucons au sein de celle-ci tentent de mettre en œuvre une escalade injustifiable.

Ahmad al-Hasan a renouvelé la condamnation par la Syrie de tout terrorisme, dont il a dit que « *nous l'avons vécu avant les événements du 11 septembre*. Depuis trente ans, la Syrie avait appelé à l'organisation d'une conférence

internationale afin de définir le terrorisme et de le distinguer des luttes légitimes des peuples pour libérer leurs terres de l'occupation, des luttes approuvées par la Charte de l'ONU ». Selon lui, « les États-Unis ferment les yeux pour élaborer une définition du terrorisme qui évacue le terrorisme israélien qui est pratiqué au niveau étatique. C'est ce que nous appelons le "deux poids deux mesures" américains, qui consiste à considérer l'occupation perpétuelle par Israël des territoires arabes et les crimes commis comme un acte de légitime défense, tandis qu'ils considèrent ceux qui luttent pour la libération de la terre comme des terroristes ».

Au sujet des relations syrio-libanaises, al-Hasan a déclaré qu'elles étaient systématiquement consolidées et qu'elles pouvaient être érigées en exemple, soulignant que la présence de la Syrie au Liban est liée à des accords bilatéraux et à des raisons de sécurité liées à la confrontation avec Israël.

## Gulf News



Gulf News est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

## Les pays arabes disposent désormais d'un quart des réserves mondiales en gaz naturel

Référence : « Arab gas reserves soar despite rise in output as domestic use grows », par Nadim Kawach, *Gulf News*, 14 novembre 2003.

Les réserves de gaz naturel dans le monde arabe ont augmenté d'environ 8 trillions de mètres cubes au cours des six dernières années, malgré une importante hausse de la production liée à une augmentation de la consommation domestique et à une augmentation des exportations en direction de marchés étrangers, selon des chiffres officiels.

Les réserves des Émirats Arabes Unis en gaz naturel sont restées inchangées, autour de 6 trillions de mètres cube, tandis que le Qatar endosse l'essentiel de cette augmentation, avec un bond de ses ressources gazières qui passent de 8,5 trillions de mètres cubes en 1997 à 14,6 trillions à la fin 2002, d'après un rapport de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP).

L'Arabie saoudite a également connu une importante hausse de ses réserves, de 5,39 trillions à 6,2, sur la même période. L'Algérie et l'Égypte également.

D'après l'OPAEP, basée au Koweït et qui regroupe 10 pays arabes producteurs de pétrole et de gaz naturel, les réserves arabes de gaz naturel sont évaluées à 40,7 trillions de mètres cubes à la fin 2002, contre 32,4 à la fin 1997.

Cette hausse fait passer la part des pays arabes dans les ressources mondiales en gaz naturel de 21,5 à 25,4 %.



Tribune de Jean Ziegler

# La faim en Palestine : dire la vérité

**L'État d'Israël a mis en cause l'impartialité du rapporteur spécial de l'ONU, Jean Ziegler, pour empêcher la présentation de son rapport sur la situation alimentaire dans les Territoires palestiniens occupés. Le professeur genevois répond dans nos colonnes à ses détracteurs. En définitive, son rapport a été présenté le 11 novembre, devant la Troisième commission de l'Assemblée générale de l'ONU à New York.**

Parlant de mon rapport sur le non respect du droit à l'alimentation dans les Territoires palestiniens occupés (dont la version intégrale est disponible sur le site RéseauVoltaire.net), l'ambassadeur du gouvernement d'Ariel Sharon auprès de l'ONU à Genève, Yakoov Lévy, prétend : « *Jean Ziegler a violé les règles d'impartialité* » (Tribune de Genève, 6 novembre 2003). Il demande par ailleurs que mon mandat de Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation soit cassé, que mon rapport soit retiré et qu'il ne soit pas considéré comme document des Nations unies. Or, pour mon travail, je suis responsable devant l'Assemblée générale et devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Je refuse de polémiquer avec un chef de mission d'un État membre. D'ailleurs, les requêtes d'annulation et de retrait formulées par M. Lévy viennent d'être tranchées : mon rapport figure depuis une semaine sur le site internet du Haut Commissariat pour les droits de l'homme. Mardi 11 novembre, je me suis exprimé devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

La situation alimentaire et de l'eau dans les Territoires palestiniens est lamentable. 3,8 millions de personnes vivent depuis 1967 sous l'occupation militaire israélienne, sur un territoire de moins de 7 000 km<sup>2</sup>. Selon les chiffres les plus récents de la Banque mondiale (mars 2003), le produit intérieur brut des Territoires occupés s'est effondré de plus de 40% en trois ans. 15% des enfants en dessous de 10 ans souffrent de sous alimentation chronique grave. 61% des ménages palestiniens ne mangent qu'une fois par jour. 85% de tous les habitants palestiniens des Territoires occupés (et donc pas seulement les 1,5 millions de réfugiés de Gaza et de Cisjordanie) en sont réduits, pour survivre, à l'assistance publique internationale, notamment à celle des organisations spécialisées de l'ONU, du CICR et d'une quarantaine d'organisations caritatives

étrangères. Ce drame silencieux se déroule dans un très vieux pays agricole et marchand, autrefois riche et fertile. La Banque mondiale établit explicitement un lien direct entre l'occupation militaire et la catastrophe humanitaire. Pratiquement tous les 282 villes, bourgs et villages de Palestine sont encerclés, les transports de marchandises et les mouvements de population bloqués et soumis à des contrôles de l'armée d'occupation souvent longs et humiliants. 41% des nappes d'eau souterraines de Cisjordanie coulent vers des terres habitées par des Israéliens. Creuser un puits impose au paysan palestinien la demande d'une autorisation, souvent refusée. La spoliation des terres est continue : 500 000 Israéliens habitent maintenant dans les territoires conquis en 1967, y compris à Jérusalem Est. En dépit des prescriptions de l'article 49 de la 4e Convention de Genève, réglant les obligations de la puissante occupante dans le pays occupé, de nouvelles colonies de peuplement israéliennes continuent de s'établir sur les terres palestiniennes et les zones dites de « sécurité militaire » qui entourent ces colonies s'étendent ainsi sans cesse. Des dizaines de milliers d'arbres fruitiers, d'oliviers pluriséculaires ont été coupés, des champs dévastés par les bulldozers, des maisons détruites par milliers, des chemins d'accès et des conduites d'eau interrompus. L'accès à la nourriture devient de plus en plus ardu. Résultat : humiliation, misère, sous alimentation et désespoir.

À aucun moment, je n'oublie la tragédie humaine vécue par les deux peuples : depuis le début de la Seconde Intifada en septembre 2000, plus de 800 Israéliens de tous âges sont morts dans les attentats suicides palestiniens. Plus de 2 700 hommes, femmes et enfants palestiniens sont tombés sous les bombardements de l'aviation israélienne, les balles des commandos, les obus des tanks. Pour les deux peuples, il faut ajouter des milliers de blessés graves et de mutilés. Le besoin de sécurité d'Israël est certes légitime, mais la punition collective est interdite. La tragédie est horrible. Elle doit cesser. Elle ne peut cesser qu'avec la fin de l'occupation militaire.

M. Yakoov Lévy fonde ses reproches sur le fait que j'entretiens des amitiés de longue date avec certains députés et députées de gauche de la Knesseth et que je fais partie de l'Alternative Information Center (AIC) de Tel Aviv et Jérusalem, où siègent des intellectuels israéliens, palestiniens et internationaux (parmi lesquels Naom Chomsky, Pierre Galland, etc.). J'admire profondément le combat patient de tant d'universitaires, écrivains, avocats et syndicalistes, hommes et femmes, en Israël pour la justice, la fin de l'occupation et la paix. Erreur, M. Lévy il ne s'agit pas seulement d'hommes et de femmes de gauche. À côté de Léah Tsemel et de tant d'autres militants, il y a les Rabbins pour les Droits de l'Homme, dont les convictions religieuses et politiques sont à des années lumières de celles du Mertez ou de Peace Now.

Il faut lire le dernier ouvrage de Michel Warschawski : *A tombeau ouvert. La crise de la société israélienne* (Éditions La fabrique, Paris, 2003). Fils de rabbin, fondateur de l'AIC, écrivain au rayonnement international, Warschawski a été emprisonné pour ses convictions. Dans son livre, il montre comment le régime militaire en vigueur depuis plus de trente ans dans les Territoires occupés ne détruit pas seulement la vie collective et familiale des Palestiniens, mais menace également d'érosion grave les valeurs fondatrices de l'État d'Israël.

Le respect du droit à la souveraineté des peuples, comme celui du droit à l'alimentation, est une exigence.

**Jean Ziegler**

*Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation*

---

Texte intégral du rapport (français/anglais)

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.

*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

*Voltaire* est publié 280 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF. Prix de vente au numéro : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS. Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €. Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €. Paiement électronique sécurisé par Écopay.

## Unesco



### Communiqué de l'UNESCO

#### 5e réunion de l'Équipe spéciale intersectorielle sur la reconstruction et la réconciliation au Proche Orient

Concernant les institutions éducatives et culturelles dans les Territoires arabes occupés, dans le domaine de l'éducation, le Directeur général a souhaité qu'une attention particulière soit portée à l'attribution de bourses destinées aux étudiants palestiniens, compte tenu des résultats très positifs déjà obtenus par ce biais et des besoins grandissants exprimés dans ce domaine. L'aide matérielle apportée aux écoles palestiniennes sera poursuivie afin d'assurer la continuité de l'accès au système scolaire. En ce qui concerne la culture, pour compléter les actions entreprises en faveur de la sauvegarde et la restauration du patrimoine culturel, il a été décidé d'élargir l'action de l'UNESCO en apportant un appui aux autorités palestiniennes dans le domaine du développement culturel. Des missions vont se rendre dans les Territoires, elles ont notamment pour objet l'assistance à l'élaboration d'une politique culturelle.

La résolution adoptée lors de la dernière Conférence générale sur la question de la sauvegarde du patrimoine culturel de la vieille ville de Jérusalem prévoit notamment l'envoi, à l'initiative du Directeur général, d'une mission technique d'experts. Une première mission technique, confiée au Centre du patrimoine mondial, pourrait partir avant la fin de l'année. Elle contribuera à l'élaboration d'un plan d'action pour la sauvegarde du patrimoine culturel de la vieille ville de Jérusalem qui sera ultérieurement soumis à un groupe d'experts internationaux. La résolution prévoit également une intervention rapide en faveur de la restauration et de la réhabilitation, à l'intérieur d'Al-Haram Al-Sharîf, de la Madrassa Al-Ashrafiya et du Centre de conservation des manuscrits historiques.

Par ailleurs, un point a été fait des actions initiées par chacun des secteurs concernés ainsi qu'un bilan des différentes missions envoyées sur le terrain au cours de ces derniers mois.

Le directeur général a rappelé l'importance qu'il attache à la réalisation de l'initiative qu'il a lancée en faveur de la révision des manuels scolaires israéliens et palestiniens. Cette initiative s'inscrit pleinement dans le mandat de l'UNESCO et doit constituer l'une des actions phares de l'Organisation au

Proche Orient dans le domaine de l'éducation et jouer un rôle crucial dans le processus de réconciliation.

Le secteur des Sciences sociales et humaines a présenté les initiatives menées en faveur du dialogue entre société civile israélienne et palestinienne. Une nouvelle mission doit partir prochainement pour examiner sur place le lancement d'un projet intitulé « Civil societies in dialogue » qui a pour objet d'établir un forum permanent de dialogue entre les représentants des deux communautés et de promouvoir une coopération universitaire entre chercheurs israéliens et palestiniens. Par ailleurs, des projets destinés à renforcer les droits des femmes palestiniennes doivent être prochainement lancés.

Le secteur Communication a détaillé les actions menées, à partir du bureau de Ramallah, afin d'aider l'Autorité palestinienne à moderniser son réseau de diffusion audiovisuel. D'autre part, plusieurs programmes sont en cours, portant sur la réalisation de banques de données numériques et l'utilisation des NTIC au service de la paix et de la démocratie. Un projet de coproduction par des équipes israéliennes et palestiniennes de programmes de télévision a été lancé. Parmi les autres projets initiés par le secteur Communication, le projet de publication d'un supplément trimestriel en hébreu et en arabe, et distribué avec les grands quotidiens locaux, a été mené à son terme. Le premier numéro de ce journal, rédigé par des journalistes juifs et arabes, traitant de sujets d'intérêt commun, doit sortir dans les jours qui viennent.

Dans le domaine des sciences, outre les nombreuses activités liées à la question de l'eau, des programmes ont été lancés afin de développer les capacités des institutions scientifiques palestiniennes. La science étant un facteur de paix et de stabilité, un projet associant les communautés scientifiques israélo-palestiniennes est à l'étude. Par ailleurs, le secteur des sciences coopère avec le secteur de l'éducation pour tout ce qui a trait à l'enseignement scientifique.

Le Directeur général s'est réjoui du « nouvel élan donné à l'action de l'UNESCO au Proche Orient par l'unanimité qui s'est manifestée au cours de la 32e session de la Conférence générale ». Cette unanimité, a-t-il déclaré, « est porteuse d'espoir, mais nous confère aussi une énorme responsabilité et une obligation accrue de résultats ». C'est la raison pour laquelle il a demandé aux différents secteurs impliqués de « privilégier l'intersectorialité pour accroître notre efficacité », de « veiller à une parfaite articulation entre les Siège, le bureau de Ramallah dont les capacités viennent d'être renforcées et l'ensemble du système des Nations Unies, afin d'éviter toute duplication et favoriser la synergie nécessaire à la réussite de cette tâche immense et exaltante ».

Koïchiro Matsuura a enfin souligné que pour mener à bien cette mission et répondre aux attentes des populations concernées, « une mobilisation de ressources financières supplémentaires s'impose ». A cet égard il a rappelé, que comme les Etats membres l'ont demandé lors de la Conférence générale, il conviendra dès qu'une stratégie globale sera prête de la soumettre à une réunion de donateurs. Cette mobilisation de fonds devra être organisée en étroite coopération avec le système des Nations Unies et tous les partenaires internationaux concernés.